



**SYNDICAT MIXTE
HAUTE-SAONE NUMERIQUE**

ANNEE 2020

30 novembre 2020

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU

SYNDICAT HAUTE SAONE NUMERIQUE

Délibérations du comité syndical du 30 novembre 2020

- CS2020-11-30-01 Approbation PV comité syndical du 03 09 20
- CS2020-11-30-02 Approbation choix du délégataire et approbation convention de délégation de service public
- CS2020-11-30-03 Décision modificative n° 1 Budget principal 2020
- CS2020-11-30-04 Convention CAV Vesoul
- CS2020-11-30-05 Convention MAD véhicules UTS
- CS2020-11-30-06 Convention mise à disposition Département moyens humains matériel et locaux
- CS2020-11-30-07 Convention transfert cadre de mutation
- CS2020-11-30-08 Fonds de concours du département
- CS2020-11-30-09 RIFSEEP ingénieur et technicien
- CS2020-11-30-10 Mise à jour catalogue de services
- CS2020-11-30-11 Avenant convention Région prolongement financement

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE

**Décision du Comité syndical CS2020-11-30-01 du 30 novembre 2020
portant approbation des Procès-Verbaux des séances I et II du 03 septembre 2020**

Par suite d'une convocation en date du 13 novembre, l'an deux mille vingt le trente novembre à seize heures trente, les membres du comité du syndicat HAUTE-SAONE NUMERIQUE se sont réunis à l'Hôtel du Département, Espace Cassin, sous la présidence de Yves KRATTINGER.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 36 jusqu'à 17h30
Nombre de membres présents : 35 jusqu'à 18h20
Nombre de membres présents : 34 jusqu'à 18h30
Nombre de membres présents : 33 jusqu'à la fin

Absents ayant donné procuration : 2 jusqu'à 17h30
Absents ayant donné procuration : 3 jusqu'à la fin

Absents excusés : 0 jusqu'à 18h20
Absents excusés : 1 jusqu'à 18h30
Absents excusés : 2 jusqu'à la fin

Absents : 0

Pour le Collège Département :

KRATTINGER Yves	
ARNOULD Isabelle	présente jusqu'à 17h30 puis suppléé par RIGOLLOT Christelle
BATHELOT Nadine	
BLINETTE Alain	
BONNARD Corinne	
BURGHARD Frédéric	présent jusqu'à 17h30 puis donne pouvoir à BLINETTE Alain
BURKHALTER Fernand	absent - suppléé par SOMBSTHAY Jean-Jacques
COUTHERUT Sylvie	
DESPOULAIN Pierre	
FLEUROT Sabrina	
FRIQUET Carmen	
GAY Jean Claude	
MORLOT Robert	
PELLETERET Gérard	
PUBLICANI Hervé	
RICHARDOT Fabienne	
RIETMANN Olivier	absent - donne pouvoir à BONNARD Corinne
SEGUIN Laurent	
JUIF Raoul	
TOULOT Serge	

Pour le Collège Communautés de Communes (CC) :

KOPEC Freddy		CC Monts de Gy
DEGREND Bruno		CC Quatre Rivières
MAINIER Gilles		CC Pays Riolois
GARNICHET Maryse		CC Rahin et Chérimont
RICHARD Bernard		CC Pays de Lure
DEMANGE René		CC 1000 Etangs-Hte Vallée de l'Ognon
CAILLE Nicolas		CC Val de Gray
RACLOT Loïc		CC Hauts du Val de Saône
LARROQUE Didier		CC Pays de Luxeuil
BOYER Christian	présent jusqu'à 18h30	CC Pays de Villers-devant
MULTON Alexandre		CC Savoir-Père

Adossée et réception en préfecture
070-200044527-20201130-CS2020-11-30-01-
DE
Date de télétransmission : 02/12/2020
Date de réception préfecture : 02/12/2020

BAGUE Jacky	absent - donne pouvoir à MULTON Alexandre	CC Combes
TRAMESEL Jean Claude		CC Haute-Comté
DELBOS Michel		CC Pays de Montbozon et du Chanois
GAUDINET Bernard		CC Triangle vert
VON FELTEN Karl		CC Terres de Saône
BALLOT Vincent	présent jusqu'à 18h20	CC Val Marnaysien
CLAUDEL Michel		CC Pays d'Héricourt

Le Comité du syndicat mixte HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

- Vu** les articles L 5721-1\L 5721-7 et L 5722-1 à L 5722-8 du code général des collectivités territoriales,
- Vu** l'arrêté préfectoral PREF-D2-1-2013 n° 2035 du 30 décembre 2013 portant création du Syndicat Mixte Haute-Saône Numérique,

CONSIDERANT que le quorum est atteint avec 36 membres titulaires présents,

CONSIDERANT les procès-verbaux des réunions du Comité syndical, qui se sont tenues le 03 septembre 2020 concernant :

Séance I :

1. Vérification du Quorum
2. Désignation d'un secrétaire
3. Installation des délégués du Collège Communautés de Communes au sein de l'assemblée HSN
4. Election des élus du Collège Communautés de Communes au Bureau

Séance II

1. Approbation du Procès-verbal du 02 Juillet 2020
2. Décisions prises par le Président par délégation
3. Délégations au Bureau et au Président
4. Election des membres de la Commission d'Appel d'Offres
5. Election des membres de la Commission de Délégation de Service Public
6. Election des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux
7. Election des membres au Conseil d'Exploitation
8. Présentation des actions conduites par le Syndicat Mixte Haute-Saône Numérique depuis sa création

DECIDE APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE, A L'UNANIMITE selon le détail ci-après

Nombre d'inscrits : 38
Nombre de présents : 36
Nombre de votants : 36 + 2 pouvoirs
Suffrages exprimés pour : 38
Suffrages exprimés contre : 0
Bulletins blancs : 0

Accusé de réception en préfecture
070-200044527-20201130-CS2020-11-30-01-
DE
Date de télétransmission : 02/12/2020
Date de réception préfecture : 02/12/2020

- **D'APPROUVER** à l'unanimité le procès-verbal de ladite réunion.

Fait et délibéré à VESOUL, le 30 novembre 2020

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président du Syndicat mixte
HAUTE-SAONE NUMERIQUE,



Yves KRATTINGER

Acte certifié exécutoire :

- réception en Préfecture le.....
- affichage le.....

RÉPUBLIQUE FRANCAISE - DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE

Délibération du Comité syndical n° CS2020-11-30-02 du 30 novembre 2020

Portant choix du délégataire et approbation de la convention de délégation de service public relative à la conception, l'établissement, le financement et l'exploitation du réseau de communications électroniques à très haut débit de la Haute-Saône

Par suite d'une convocation en date du 13 novembre, l'an deux mille vingt le trente novembre à seize heures trente, les membres du comité du syndicat HAUTE-SAONE NUMERIQUE se sont réunis à l'Hôtel du Département, Espace Cassin, sous la présidence de Yves KRATTINGER.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 36 jusqu'à 17h30

Nombre de membres présents : 35 jusqu'à 18h20

Nombre de membres présents : 34 jusqu'à 18h30

Nombre de membres présents : 33 jusqu'à la fin

Absents ayant donné procuration : 2 jusqu'à 17h30

Absents ayant donné procuration : 3 jusqu'à la fin

Absents excusés : 0 jusqu'à 18h20

Absents excusés : 1 jusqu'à 18h30

Absents excusés : 2 jusqu'à la fin

Absents : 0

Pour le Collège Département :

KRATTINGER Yves

ARNOULD Isabelle

BATHELOT Nadine

BLINETTE Alain

BONNARD Corinne

BURGHARD Frédéric

BURKHALTER Fernand

COUTHERUT Sylvie

DESPOULAIN Pierre

FLEUROT Sabrina

FRIQUET Carmen

GAY Jean Claude

MORLOT Robert

PELLETIERET Gérard

PUBLICANI Hervé

RICHARDOT Fabienne

RIETMANN Olivier

SEGUIN Laurent

JUIF Raoul

TOULOT Serge

présente jusqu'à 17h30 puis supplée par RIGOLOT Christelle

présent jusqu'à 17h30 puis donne pouvoir à BLINETTE Alain

absent - supplée par SOMBSTHAY Jean-Jacques

absent - donne pouvoir à BONNARD Corinne

Pour le Collège Communautés de Communes (CC) :

KOPEC Freddy

DEGRELAND Bruno

MAINIER Gilles

GARNICHET Maryse

RICHARD Bernard

DEMANGE René

CC Monts de Gy

CC Quatre Rivières

CC Pays Riolois

CC Rahin et Chérimont

CC Pays de Lure

CC 1000 Etangs-Hte Vallée de l'Ognon

CAILLE Nicolas		CC Val de Gray
RACLOT Loïc		CC Hauts du Val de Saône
LARROQUE Didier		CC Pays de Luxeuil
BOYER Christian	présent jusqu'à 18h30	CC Pays de Villersexel
MULTON Alexandre		CC Savoir-Faire
BAGUE Jacky	absent - donne pouvoir à MULTON Alexandre	CC Combes
TRAMESEL Jean Claude		CC Haute-Comté
DELBOS Michel		CC Pays de Montbozon et du Chanois
GAUDINET Bernard		CC Triangle vert
VON FELTEN Karl		CC Terres de Saône
BALLOT Vincent	présent jusqu'à 18h20	CC Val Marnaysien
CLAUDEL Michel		CC Pays d'Héricourt

Le Comité syndical HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

Le quorum étant constaté,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants relatifs aux délégations de service public, et son article L. 1425-1, relatif au service public des réseaux et services locaux de communications électroniques,

Vu le Code de la commande publique ;

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 29 mai 2019;

Vu l'avis favorable du Comité Technique du 25 juin 2019;

Vu la délibération du Comité syndical de la Haute Saône du 26 juin 2019 sur le principe du recours à la délégation de service public pour la conception, l'établissement, le financement et l'exploitation du réseau de communications électroniques à très haut débit de la Haute-Saône et sur les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire ;

Vu le procès-verbal de la décision de la Commission de délégation de service public du Syndicat en date du 15 mai 2020 ayant ouvert les plis contenant des candidatures, annexé au Rapport du Président présentant les motifs du choix du candidat et l'économie générale de la Convention de délégation de service public, lui-même annexé à la présente délibération;

Vu le rapport et la décision de la Commission de délégation de service public du Syndicat en date du 20 mai 2020 dressant la liste des candidats admis à présenter une offre, annexés au Rapport du Président présentant les motifs du choix du candidat et l'économie générale de la Convention de délégation de service public, lui-même annexé à la présente délibération ;

Vu le rapport et l'avis de la Commission de délégation de service public sur les offres en date du 04 juin 2020, recommandant l'engagement de négociations avec l'ensemble des candidats ayant remis une offre, annexés au Rapport du Président présentant les motifs du choix du candidat et l'économie générale de la Convention de délégation de service public, lui-même annexé à la présente délibération ;

Vu le rapport du Président présentant les motifs du choix du candidat et l'économie générale de la Convention de délégation de service public relative à la conception, l'établissement, le financement et l'exploitation du réseau de communications électroniques à très haut débit de la Haute-Saône, annexé à la présente délibération accompagné de ses différentes annexes,

Vu le projet de convention de délégation de service public relative à la conception, l'établissement, le financement et l'exploitation du réseau de communications électroniques à très haut débit de la Haute-Saône et ses annexes, annexés à la présente délibération,

Considérant qu'il résulte des négociations que l'offre négociée par le Président du Syndicat avec la société Orange obtient une note de 85.25/100 au regard des critères de jugement des offres pondérés mentionnés au règlement de la consultation ;

Considérant que les négociations menées avec la société Orange ont conduit à l'établissement d'un projet de convention de délégation de service public qui est de nature à satisfaire tant à l'intérêt général poursuivi par le Syndicat qu'aux intérêts des futurs usagers du réseau de communications électroniques très haut débit, eu égard, d'une part, à la qualité du service public que la société Orange s'engage à assurer et, d'autre part, aux conditions de l'équilibre financier qui ont été arrêtées sur la durée de la convention.

Considérant qu'une société *ad hoc* se substituera à la société Orange, dans les droits et obligations au titre de la convention, conformément à l'article 4.1 de ladite Convention;

Considérant qu'aucune participation financière du Syndicat n'est sollicitée par la société Orange ;

Après en avoir délibéré et procédé au vote selon le détail ci-après

Nombre d'inscrits : 38
Nombre de présents : 35
Nombre de votants : 35 + 3 pouvoirs
Suffrages exprimés pour : 38
Suffrages exprimés contre : 0
Bulletins blancs : 0

ADOpte à la l'unanimité les décisions suivantes :

DECIDE d'approuver le choix de la société Orange comme cocontractante de la convention de délégation de service public relative à la conception, l'établissement, le financement et l'exploitation du réseau de communications électroniques à très haut débit de la Haute-Saône, étant précisé qu'une société *ad hoc* se substituera dans les droits et obligations de la société au titre de la convention, conformément à l'article 4.1 de ladite convention ;

DECIDE d'approuver la convention de délégation de service public y afférente, et ses annexes, telle que finalisées avec cette société, et d'autoriser le Président, ou toute personne bénéficiant d'une délégation du Président à cet effet, à la signer, ainsi que tous actes afférents ;

AUTORISE Monsieur le Président, ou toute personne bénéficiant d'une délégation du Président à cet effet, à procéder à toute autre démarche exigée par la réglementation en vigueur ;

AUTORISE Monsieur le Président, ou toute personne bénéficiant d'une délégation du Président à cet effet, à assurer le suivi de l'exécution de la Convention de délégation de service public relative à la conception, l'établissement, le financement et l'exploitation du réseau de communications électroniques à très haut débit de la Haute-Saône, à prendre les décisions et signer les actes liés à son exécution.

ANNEXES :

- Rapport du Président présentant les motifs du choix du délégataire pressenti et l'économie générale de la Convention de délégation de service public sur laquelle le candidat pressenti s'engage et ses annexes ;
- Projet de Convention de délégation de service public pour la conception, l'établissement, le financement et l'exploitation du réseau de communications électroniques à très haut débit de la Haute-Saône et ses annexes.

Fait et délibéré à VESOUL, le 30 novembre 2020,

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président du Syndicat mixte
HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

Yves KRATTINGER

Acte certifié exécutoire :

- réception en Préfecture le
- affichage le
- publication le

RÉPUBLIQUE FRANCAISE - DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE

Délibération du Comité syndical n° CS2020-11-30-03 du 30 novembre 2020 portant adoption de la Décision Modificative N° 1 du Budget Principal 2020

Par suite d'une convocation en date du 13 novembre, l'an deux mille vingt le trente novembre à seize heures trente, les membres du comité du syndicat HAUTE-SAONE NUMERIQUE se sont réunis à l'Hôtel du Département, Espace Cassin, sous la présidence de Yves KRATTINGER.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 36 jusqu'à 17h30

Nombre de membres présents : 35 jusqu'à 18h20

Nombre de membres présents : 34 jusqu'à 18h30

Nombre de membres présents : 33 jusqu'à la fin

Absents ayant donné procuration : 2 jusqu'à 17h30

Absents ayant donné procuration : 3 jusqu'à la fin

Absents excusés : 0 jusqu'à 18h20

Absents : 0

Absents excusés : 1 jusqu'à 18h30

Absents excusés : 2 jusqu'à la fin

Pour le Collège Département :

KRATTINGER Yves

ARNOULD Isabelle

présente jusqu'à 17h30 puis suppléé par RIGOLLOT Christelle

BATHELOT Nadine

BLINETTE Alain

BONNARD Corinne

BURGHARD Frédéric

présent jusqu'à 17h30 puis donne pouvoir à BLINETTE Alain

BURKHALTER Fernand

absent - suppléé par SOMBSTHAY Jean-Jacques

COUTHERUT Sylvie

DESPOULAIN Pierre

FLEUROT Sabrina

FRIQUET Carmen

GAY Jean Claude

MORLOT Robert

PELLETERET Gérard

PUBLICANI Hervé

RICHARDOT Fabienne

RIETMANN Olivier

absent - donne pouvoir à BONNARD Corinne

SEGUIN Laurent

JUIF Raoul

TOULOT Serge

Pour le Collège Communautés de Communes (CC) :

KOPEC Freddy

DEGRELAND Bruno

MAINIER Gilles

GARNICHET Maryse

RICHARD Bernard

DEMANGE René

CC Monts de Gy

CC Quatre Rivières

CC Pays Riolois

CC Rahin et Chérinmont

CC Pays de Lure

CC 1000 Etangs-Hte Vallée de l'Ognon

Accusé de réception en préfecture
070-200044527-20201202-CS2020-11-30-03-
DE
Date de télétransmission : 02/12/2020
Date de réception préfecture : 02/12/2020

CAILLE Nicolas
RACLOT Loïc
LARROQUE Didier
BOYER Christian présent jusqu'à 18h30
MULTON Alexandre
BAGUE Jacky absent - donne pouvoir à MULTON Alexandre
TRAMESEL Jean Claude
DELBOS Michel
GAUDINET Bernard
VON FELTEN Karl
BALLOT Vincent présent jusqu'à 18h20
CLAUDEL Michel

CC Val de Gray
CC Hauts du Val de Saône
CC Pays de Luxeuil
CC Pays de Villersexel
CC Savoir-Faire
CC Combes
CC Haute-Comté
CC Pays de Montbozon et du Chanois
CC Triangle vert
CC Terres de Saône
CC Val Marnaysien
CC Pays d'Héricourt

Le Comité syndical HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

- Vu les articles L 5722-1 à L 5722-10 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté préfectoral PREF-D2-1-2013 n° 2035 du 30 décembre 2013 portant création du Syndicat Mixte Haute-Saône Numérique et notamment son article 5 et 10 ;
- Vu la délibération CS2014-02-19-02 du Comité Syndical portant approbation des dispositions comptables ;
- Vu la délibération CS2020-02-12-02 du Comité Syndical portant approbation du Budget primitif 2020 du Budget Principal du Syndicat ;
- Vu la délibération CS2020-07-02-06 du Comité Syndical portant approbation du Budget Supplémentaire du Syndicat ;

CONSIDERANT que le quorum est atteint avec 35 membres présents,

CONSIDERANT l'exposé suivant :

Le SMAU a été dissout par arrêté préfectoral 25-2018-11-30-002 en date du 30-11-2018.

L'actif et le passif du Syndicat Mixte de l'Aire Urbaine Belfort-Montbéliard-Héricourt-Deile (SMAU) ont été répartis selon le tableau annexé à l'arrêté entre les 3 co-délégués initialement membres du SMAU, soit le Département du Territoire de Belfort, le syndicat Doubs THD et le Syndicat Haute-Saône Numérique (suite au transfert de la compétence par les Départements du Doubs et de la Haute-Saône pour les 2 derniers syndicats).

Le patrimoine lui revenant d'une part, ainsi que les montants figurants en comptes de classe 1 (Fonds propres) ont été intégrés dans les comptes du Budget Principal du Syndicat Haute-Saône Numérique par décision modificative N°1 au budget principal de 2019.

A présent le Syndicat Haute-Saône Numérique doit procéder à :

- La reprise des subventions d'investissement au compte de résultat par opérations d'ordre budgétaires (recette de fonctionnement au 777 / dépense d'investissement au 139xx) pour 212 520.63 € des subventions suivantes :

Libellé	Numéro inventaire	VI	Amortissement	VNC	Chapitre	Rattachement subvention
SMAU Divers - Subvention Etat	2019S00020	25823.25	8607.75	17 215.50	1311	2019D00361
SMAU Divers - Subvention Région	2019S00021	50921.63	16973.2	33 948.43	1312	2019D00360
SMAU BUSSUREL HERICOURT - Subvention commune	2019S00022	45809.85	3053	42 756.85	1314	2019D00360
SMAU VYANS LE VAL - Subvention commune	2019S00023	27626		27 626.00	1314	2019D00361
SMAU BLHD - Subvention commune	2019S00024	22880	6101.37	16 778.63	1314	2019D00360
SMAU BUSSUREL - Subvention CCPH	2019S00025	45809.85	3054	42 755.85	1315	2019D00360
SMAU VYANS LE VAL - Subvention CCPH	2019S00026	27626		27 626.00	1315	2019D00361
SMAU BLHD - Subvention CCPH	2019S00027	5200	1386.63	3 813.37	1315	2019D00360

CONSIDERANT le détail des modifications exposé suivant :

I – Programme Mouvements d'Ordre et de Clôture

Opérations d'ordre entre sections

Cette reprise entraîne donc les écritures suivantes sur le Budget Principal :

- un montant de 212 520.63 € en recettes de fonctionnement au 777 R042 – subvention transférées au résultat,
- un montant de 212 520.63 € en recettes d'investissement au 139 xx D040 – opérations d'ordre entre sections,

Crédits gérés hors AP/CP	Chapitre	Proposé DM1 2020	
		Dépenses	Recettes
Fonctionnement - EPF R 777- subv. transférées au résultat – EPF	042		212 520.63 €
Investissement - EPI D 13911 – Etat et Ets. nationaux D13912 – Région D 13914 – autres communes D13915 – autres groupements	040	17 215.50 € 33 948.43 € 87 161.48 € 74 195.22 €	
	Total	212 520.63 €	212 520.63 €

Opération Virement de section à section

Afin d'équilibrer le budget, le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement est augmenté de 212 520.53 €.

Crédits gérés hors AP/CP	Imputation	CP votés au BP et BS	DM1 2020	
			Dépenses	Recettes
Fonctionnement <u>Virement à la section d'investissement</u>	023	611 340.00 €	212 520.63 €	
Investissement <u>Virement de la section de fonctionnement</u>	021	611 340.00 €		212 520.63 €

DECIDE, APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE, A L'UNANIMITE, selon le détail ci-après

Nombre d'inscrits : 38
 Nombre de présents : 35
 Nombre de votants : 35 + 3 pouvoirs
 Suffrages exprimés pour : 38
 Suffrages exprimés contre : 0
 Bulletins blancs : 0

➤ **D'ADOPTER** la *Décision Modificative N° 1 du Budget principal*, qui s'élève à 212 520.63 € présenté par nature et par chapitre, et voté au niveau du chapitre.

Le budget 2020, établi hors taxe, est à l'équilibre et s'élève après la DM 1 à 23 410 637.90 € réparti en :

3 100 020.63 euros pour la section de fonctionnement
 20 310 617.27 euros pour la section d'investissement

➤ **DE CHARGER** le Président de son exécution.

➤ **DE SIGNER** la feuille d'émargement relative à la décision modificative N°1 du budget principal 2020

Fait et délibéré à VESOUL, le 30 novembre 2020

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président du Syndicat mixte
HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

Yves KRATTINGER

Acte certifié exécutoire :

- réception en Préfecture le.....
- affichage le.....
- publication le

Accusé de réception en préfecture
 070-200044527-20201202-CS2020-11-30-03-DE
 Date de télétransmission : 02/12/2020
 Date de réception préfecture : 02/12/2020

RÉPUBLIQUE FRANCAISE - DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE

**Délibération du Comité Syndical n° CS2020-11-30-04 du 30 novembre 2020
relative à l'approbation du projet de convention d'organisation
de maîtrise d'ouvrage des travaux de raccordement à la fibre optique
de la CAV et la Ville de Vesoul**

Par suite d'une convocation en date du 13 novembre, l'an deux mille vingt le trente novembre à seize heures trente, les membres du comité du syndicat HAUTE-SAONE NUMERIQUE se sont réunis à l'Hôtel du Département, Espace Cassin, sous la présidence de Yves KRATTINGER.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 36 jusqu'à 17h30

Nombre de membres présents : 35 jusqu'à 18h20

Nombre de membres présents : 34 jusqu'à 18h30

Nombre de membres présents : 33 jusqu'à la fin

Absents ayant donné procuration : 2 jusqu'à 17h30

Absents ayant donné procuration : 3 jusqu'à la fin

Absents excusés : 0 jusqu'à 18h20

Absents : 0

Absents excusés : 1 jusqu'à 18h30

Absents excusés : 2 jusqu'à la fin

Pour le Collège Département :

KRATTINGER Yves

ARNOULD Isabelle

BATHELOT Nadine

BLINETTE Alain

BONNARD Corinne

BURGHARD Frédéric

BURKHALTER Fernand

COUTHERUT Sylvie

DESPOULAIN Pierre

FLEUROT Sabrina

FRIQUET Carmen

GAY Jean Claude

MORLOT Robert

PELLETERET Gérard

PUBLICANI Hervé

RICHARDOT Fabienne

RIETMANN Olivier

SEGUIN Laurent

JUIF Raoul

TOULOT Serge

présente jusqu'à 17h30 puis suppléé par RIGOLOT Christelle

présent jusqu'à 17h30 puis donne pouvoir à BLINETTE Alain

absent - suppléé par SOMBSTHAY Jean-Jacques

absent - donne pouvoir à BONNARD Corinne

Pour le Collège Communautés de Communes (CC) :

KOPEC Freddy

DEGRELAND Bruno

MAINIER Gilles

GARNICHET Maryse

RICHARD Bernard

DEMANGE René

CC Monts de Gy

CC Quatre Rivières

CC Pays Riolois

CC Rahin et Chérimont

CC Pays de Lure

CC 1000 Etangs-Hte Vallée de l'Ognon

Accusé de réception en préfecture
070-200044527-20201202-CS2020-11-30-04-
DE

Date de télétransmission : 02/12/2020

Date de réception préfecture : 02/12/2020

CAILLE Nicolas		CC Val de Gray
RACLOT Loïc		CC Hauts du Val de Saône
LARROQUE Didier		CC Pays de Luxeuil
BOYER Christian	présent jusqu'à 18h30	CC Pays de Villersexel
MULTON Alexandre		CC Savoir-Faire
BAGUE Jacky	absent - donne pouvoir à MULTON Alexandre	CC Combes
TRAMESEL Jean Claude		CC Haute-Comté
DELBOS Michel		CC Pays de Montbozon et du Chanois
GAUDINET Bernard		CC Triangle vert
VON FELTEN Karl		CC Terres de Saône
BALLOT Vincent	présent jusqu'à 18h20	CC Val Marnaysien
CLAUDEL Michel		CC Pays d'Héricourt

Le Comité Syndical HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

- Vu l'arrêté préfectoral PREF-D2-1-2013 n° 2035 du 30 décembre 2013 portant création du Syndicat Mixte Haute-Saône Numérique,
- Vu l'article 3 des statuts du Syndicat mixte Haute-Saône Numérique relatif aux activités exercées par le dit Syndicat,
- Vu l'article L1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) autorisant les collectivités à créer et exploiter des réseaux de communications électroniques en imposant notamment l'utilisation partagée des infrastructures réalisées,
- Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,
- Vu la délibération de la Communauté d'agglomération de Vesoul N°105 du 27 juillet 2020 relative aux travaux de raccordement fibre optique
- Vu la délibération de la Ville de Vesoul N°74 du 29 juin 2020 relative aux travaux de raccordement fibre optique

CONSIDERANT que le quorum est atteint avec 35 membres présents,

CONSIDERANT l'exposé ci-dessous :

PREAMBULE / CONTEXTE

Depuis plusieurs années, les collectivités du département se sont mobilisées dans la problématique de l'aménagement numérique de leur territoire et ont œuvré à mettre en œuvre une synergie des initiatives dans ce domaine. Ainsi, en 2008, le Département de la Haute-Saône, le SDIS, la Ville de Vesoul et la CAV ont établi un MAN pour interconnecter leurs sites.

Depuis l'adhésion du CD70 à HSN, ce dernier est en charge des questions d'aménagement numérique et de la gestion pour le département des réseaux de fibres optique créés antérieurement y compris le MAN situé à Vesoul.

Aujourd'hui, la CAV et la Ville font état de nouveaux besoins plus étendus dans le domaine de l'interconnexion de leurs sites (nouveau projet devant apporter un meilleur niveau de service sur l'ensemble de ces sites : gestion des eaux usées,...) contribuant à la modernisation et à la performance des services publics ainsi qu'à la réduction des coûts.

C'est dans ce cadre que les parties se sont rapprochées afin de définir les modalités de réalisation des travaux nécessaires à ces raccordements de sites, et donc à l'extension du GFU CAV.

Objet de la convention

La présente convention a pour objectif, pour la CAV et la Ville, et conformément à l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP et à l'article 3 des statuts du Syndicat mixte, de confier la maîtrise d'ouvrage au Syndicat mixte, pour les sites à raccorder.

La maîtrise d'ouvrage portera sur la fourniture et la pose d'installations de génie civil et de câblage optique (fourreaux, fibre optique...) nécessaires au raccordement des sites souhaités par la CAV et la Ville à leur réseau.

Dans le cas où les infrastructures câblées construites répondent au besoin commun des deux Parties, il sera réservé un ensemble de 2 à 12 fibres optiques (un tube – le dernier tube du câble commun posé) pour l'usage exclusif et non marchand de la CAV et de la Ville. Les coûts d'établissement de cette infrastructure câblée étant partagés à hauteur de 50% entre la CAV ou la Ville (en fonction des sites raccordés) et le syndicat mixte HSN.

Le Syndicat mixte assurera la maintenance de l'ensemble des infrastructures communes déployées dans le cadre de la présente convention y compris les 2 à 12 fibres allouées à la CAV et à la Ville en contrepartie du versement d'une redevance.

Le Syndicat mixte s'engage à ne percevoir aucune contrepartie financière pour l'utilisation « privative » de ces brins de fibre optique, étant entendu que la CAV et la Ville feront leur affaire de l'activation des liens qu'elles auront elles-mêmes établis pour l'extension de leur GFU.

DECIDE, APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE, A L'UNANIMITE, selon le détail ci-après

Nombre d'inscrits : 38
Nombre de présents : 35
Nombre de votants : 35 + 3 pouvoirs
Suffrages exprimés pour : 38
Suffrages exprimés contre : 0
Bulletins blancs : 0

- **D'APPROUVER** le projet de convention de délégation de Maîtrise d'ouvrage pour le raccordement de ses sites entre la Communauté d'agglomération de Vesoul, la Ville de Vesoul et le Syndicat Haute-Saône Numérique
- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à signer la convention, et à accomplir toutes les démarches et signer tous les documents se rapportant à sa mise en œuvre.

Fait et délibéré à VESOUL, le 30 novembre 2020,

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président du Syndicat mixte
HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

Yves KRATTINGER

Acte certifié exécutoire :

- réception en Préfecture le.....
- affichage le.....
- publication le

Accusé de réception en préfecture
070-200044527-20201202-CS2020-11-30-04-DE
Date de télétransmission : 02/12/2020
Date de réception préfecture : 02/12/2020

RÉPUBLIQUE FRANCAISE - DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE

**Délibération du Comité syndical n° CS2020-11-30-05 du 30 novembre 2020
portant approbation de la convention de mise à disposition des véhicules légers**

Par suite d'une convocation en date du 13 novembre, l'an deux mille vingt le trente novembre à seize heures trente, les membres du comité du syndicat HAUTE-SAONE NUMERIQUE se sont réunis à l'Hôtel du Département, Espace Cassin, sous la présidence de Yves KRATTINGER.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 36 jusqu'à 17h30

Nombre de membres présents : 35 jusqu'à 18h20

Nombre de membres présents : 34 jusqu'à 18h30

Nombre de membres présents : 33 jusqu'à la fin

Absents ayant donné procuration : 2 jusqu'à 17h30

Absents ayant donné procuration : 3 jusqu'à la fin

Absents excusés : 0 jusqu'à 18h20

Absents : 0

Absents excusés : 1 jusqu'à 18h30

Absents excusés : 2 jusqu'à la fin

Pour le Collège Département :

KRATTINGER Yves

ARNOULD Isabelle

présente jusqu'à 17h30 puis supplée par RIGOLOT Christelle

BATHELOT Nadine

BLINETTE Alain

BONNARD Corinne

BURGHARD Frédéric

présent jusqu'à 17h30 puis donne pouvoir à BLINETTE Alain

BURKHALTER Fernand

absent - supplée par SOMBSTHAY Jean-Jacques

COUTHERUT Sylvie

DESPOULAIN Pierre

FLEUROT Sabrina

FRIQUET Carmen

GAY Jean Claude

MORLOT Robert

PELLETERET Gérard

PUBLICANI Hervé

RICHARDOT Fabienne

RIETMANN Olivier

absent - donne pouvoir à BONNARD Corinne

SEGUIN Laurent

JUIF Raoul

TOULOT Serge

Pour le Collège Communautés de Communes (CC) :

KOPEC Freddy

DEGRENAND Bruno

MAINIER Gilles

GARNICHET Maryse

RICHARD Bernard

DEMANGE René

CC Monts de Gy

CC Quatre Rivières

CC Pays Riolois

CC Rahin et Chérimont

CC Pays de Lure

CC 1000 Etangs-Hte Vallée de l'Ognon

CAILLE Nicolas
RACLOT Loïc
LARROQUE Didier
BOYER Christian présent jusqu'à 18h30
MULTON Alexandre
BAGUE Jacky absent - donne pouvoir à MULTON Alexandre
TRAMESEL Jean Claude
DELBOS Michel
GAUDINET Bernard
VON FELTEN Karl
BALLOT Vincent présent jusqu'à 18h20
CLAUDEL Michel

CC Val de Gray
CC Hauts du Val de Saône
CC Pays de Luxeuil
CC Pays de Villersexel
CC Savoir-Faire
CC Combes
CC Haute-Comté
CC Pays de Montbozon et du Chanois
CC Triangle vert
CC Terres de Saône
CC Val Marnaysien
CC Pays d'Héricourt

Le Comité syndical HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

- Vu** les articles L 5721-1\L 5721-7 et L 5722-1 à L 5722-8 du code général des collectivités territoriales,
- Vu** l'arrêté préfectoral PREF-D2-1-2013 n° 2035 du 30 décembre 2013 portant création du Syndicat Mixte Haute-Saône Numérique,
- Vu** les délibérations de 2014, 2016, 2017 portant approbation de la mise à disposition de véhicules de l'Unité technique spécialisée,

CONSIDERANT que le quorum est atteint avec 35 membres présents,

CONSIDERANT l'exposé ci-dessous :

Pour assurer les déplacements de son personnel, le Syndicat Mixte Haute-Saône Numérique dispose de véhicules de liaison loués à l'Unité Technique Spécialisée du Département, sur la base du barème voté par l'assemblée délibérante.

Des conventions successives ont été validées lors de précédents Comités syndicaux.

Une nouvelle convention de mise à disposition de 4 véhicules légers est soumise au Comité syndical selon le détail ci-dessous :

- Location d'un véhicule Peugeot 207 de catégorie A11
 - terme fixe mensuel : 100 € / mois
 - terme variable kilométrique : 0,17 € / km
- Location d'un véhicule Peugeot 208 de catégorie A11
 - terme fixe mensuel : 100 € / mois
 - terme variable kilométrique : 0,17 € / km
- Location d'un véhicule Peugeot 308 de catégorie A17
 - terme fixe mensuel : 210 € / mois
 - terme variable kilométrique : 0,15 € / km
- Location d'un véhicule RIFTER essence de catégorie A16
 - terme fixe mensuel : 110 € / mois
 - terme variable kilométrique : 0,17 € / km

La mise à disposition de véhicules par l'Unité Technique Spécialisée à Haute-Saône Numérique fera l'objet d'une facturation trimestrielle par véhicule.

Ce loyer est susceptible d'être révisé ultérieurement par décision de l'organe délibérant du Département. Les nouveaux tarifs seront alors notifiés au syndicat et s'appliqueront à la présente convention.

La mise à disposition est prévue pour une période de 1 an, renouvelable par tacite reconduction jusqu'au 31 décembre 2022. Le syndicat mixte Haute-Saône Numérique pourra mettre un terme à la mise à disposition en fin de période annuelle sous réserve d'en informer l'U.T.S. trois mois à l'avance.

DECIDE, APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE, A L'UNANIMITE, selon le détail ci-après

Nombre d'inscrits : 38
Nombre de présents : 35
Nombre de votants : 35 + 3 pouvoirs
Suffrages exprimés pour : 38
Suffrages exprimés contre : 0
Bulletins blancs : 0

- **D'APPROUVER** à la convention de mise à disposition de véhicules de l'Unité Technique Spécialisée au profit du Syndicat
- **D'AUTORISER** le Président à signer cette convention et tout document s'y rapportant.

Fait et délibéré à VESOUL, le 30 novembre 2020,

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président du Syndicat mixte
HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

Yves KRATTINGER



Acte certifié exécutoire :

- réception en Préfecture le.....
- affichage le.....
- publication le.....

RÉPUBLIQUE FRANCAISE - DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE

Délibération du Comité syndical n° CS2020-11-30-06 du 30 novembre 2020

portant renouvellement de la convention de mise à disposition de locaux, de moyens humains et matériels par le Département de la Haute-Saône

Par suite d'une convocation en date du 13 novembre, l'an deux mille vingt le trente novembre à seize heures trente, les membres du comité du syndicat HAUTE-SAONE NUMERIQUE se sont réunis à l'Hôtel du Département, Espace Cassin, sous la présidence de Yves KRATTINGER.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 36 jusqu'à 17h30

Nombre de membres présents : 35 jusqu'à 18h20

Nombre de membres présents : 34 jusqu'à 18h30

Nombre de membres présents : 33 jusqu'à la fin

Absents ayant donné procuration : 2 jusqu'à 17h30

Absents ayant donné procuration : 3 jusqu'à la fin

Absents excusés : 0 jusqu'à 18h20

Absents : 0

Absents excusés : 1 jusqu'à 18h30

Absents excusés : 2 jusqu'à la fin

Pour le Collège Département :

KRATTINGER Yves

ARNOULD Isabelle

BATHELOT Nadine

BLINETTE Alain

BONNARD Corinne

BURGHARD Frédéric

BURKHALTER Fernand

COUTHERUT Sylvie

DESPOULAIN Pierre

FLEUROT Sabrina

FRIQUET Carmen

GAY Jean Claude

MORLOT Robert

PELLETERET Gérard

PUBLICANI Hervé

RICHARDOT Fabienne

RIETMANN Olivier

SEGUIN Laurent

JUIF Raoul

TOULOT Serge

présente jusqu'à 17h30 puis supplée par RIGOLOT Christelle

présent jusqu'à 17h30 puis donne pouvoir à BLINETTE Alain

absent - supplée par SOMBSTHAY Jean-Jacques

absent - donne pouvoir à BONNARD Corinne

Pour le Collège Communautés de Communes (CC) :

KOPEC Freddy

DEGRENAND Bruno

MAINIER Gilles

GARNICHET Maryse

RICHARD Bernard

DEMANGE René

CC Monts de Gy

CC Quatre Rivières

CC Pays Riolois

CC Rahin et Chérimont

CC Pays de Lure

CC 1000 Etangs-Hte Vallée de l'Ognon

CAILLE Nicolas		CC Val de Gray
RACLOT Loïc		CC Hauts du Val de Saône
LARROQUE Didier		CC Pays de Luxeuil
BOYER Christian	présent jusqu'à 18h30	CC Pays de Villersexel
MULTON Alexandre		CC Savoir-Faire
BAGUE Jacky	absent - donne pouvoir à MULTON Alexandre	CC Combes
TRAMESEL Jean Claude		CC Haute-Comté
DELBOS Michel		CC Pays de Montbozon et du Chanois
GAUDINET Bernard		CC Triangle vert
VON FELTEN Karl		CC Terres de Saône
BALLOT Vincent	présent jusqu'à 18h20	CC Val Marnaysien
CLAUDEL Michel		CC Pays d'Héricourt

Le Comité syndical HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

Le quorum étant constaté,

Vu l'arrêté préfectoral PREF-D2-1-2013 n° 2035 du 30 décembre 2013 portant création du Syndicat Mixte Haute-Saône Numérique,

Vu la délibération du Conseil général en date du 31 janvier autorisant le Président du conseil général à signer la convention de mise à disposition de locaux, de moyens humains et de matériels au profit du Syndicat Mixte « Haute-Saône Numérique »;

Expose

Le Département de la Haute-Saône a initié en juillet 2013 la création du Syndicat mixte « Haute-Saône Numérique » auquel il adhère aux côtés des Communautés de communes. Cet établissement public administratif a pour vocation d'assurer une couverture cohérente, solidaire et homogène en infrastructures de communications électroniques et en services numériques à très haut débit (THD), sur le territoire de la Haute-Saône.

Depuis le 28 février 2014, le DEPARTEMENT met à disposition du SYNDICAT, des locaux, des moyens matériels et des moyens humains nécessaires à son fonctionnement, via différentes conventions.

L'objet de la présente est d'assurer une continuité dans la mise à disposition des locaux et des moyens matériels pour les cinq prochaines années. Du fait de la multiplicité des situations individuelles, des conventions spécifiques de mises à disposition de personnel seront adoptées en parallèle de la présente.

Ceci exposé, il est convenu une mise à disposition de ce qui suit :

- Les locaux situés 25 Rue de la Préfecture à Vesoul
- Les moyens humains selon conventions spécifiques
- Les moyens matériels et immatériels
 - Matériels bureautique
 - Licences
 - Réseaux informatiques et téléphoniques

DECIDE, APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE, A L'UNANIMITE, selon le détail ci-après

Nombre d'inscrits : 38
Nombre de présents : 34
Nombre de votants : 34 + 3 pouvoirs
Suffrages exprimés pour : 37
Suffrages exprimés contre : 0
Bulletins blancs : 0

- **DE VALIDER** la convention de mise à disposition de locaux, des moyens matériels - immatériels et des moyens humains au profit du Syndicat mixte « Haute-Saône Numérique.
- **D'AUTORISER** le Président à signer la convention, et tout document se rapportant à ce dossier notamment les conventions particulières de mise à disposition des agents concernés.

Fait et délibéré à VESOUL, le 30 novembre 2020,

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président du Syndicat mixte
HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

Yves KRATTINGER

Acte certifié exécutoire :

- réception en Préfecture le.....
- affichage le.....
- publication le

RÉPUBLIQUE FRANCAISE - DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE

Délibération du Comité syndical n° CS2020-11-30-07 du 30 novembre 2020

Portant approbation de la convention de transfert dans le cadre de mutation d'agent entre collectivités

Par suite d'une convocation en date du 13 novembre, l'an deux mille vingt le trente novembre à seize heures trente, les membres du comité du syndicat HAUTE-SAONE NUMERIQUE se sont réunis à l'Hôtel du Département, Espace Cassin, sous la présidence de Yves KRATTINGER.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 36 jusqu'à 17h30

Nombre de membres présents : 35 jusqu'à 18h20

Nombre de membres présents : 34 jusqu'à 18h30

Nombre de membres présents : 33 jusqu'à la fin

Absents ayant donné procuration : 2 jusqu'à 17h30

Absents ayant donné procuration : 3 jusqu'à la fin

Absents excusés : 0 jusqu'à 18h20

Absents : 0

Absents excusés : 1 jusqu'à 18h30

Absents excusés : 2 jusqu'à la fin

Pour le Collège Département :

KRATTINGER Yves

ARNOULD Isabelle

BATHELOT Nadine

BLINETTE Alain

BONNARD Corinne

BURGHARD Frédéric

BURKHALTER Fernand

COUTHERUT Sylvie

DESPOULAIN Pierre

FLEUROT Sabrina

FRIQUET Carmen

GAY Jean Claude

MORLOT Robert

PELLETERET Gérard

PUBLICANI Hervé

RICHARDOT Fabienne

RIETMANN Olivier

SEGUIN Laurent

JUIF Raoul

TOULOT Serge

présente jusqu'à 17h30 puis suppléé par RIGOLOT Christelle

présent jusqu'à 17h30 puis donne pouvoir à BLINETTE Alain

absent - suppléé par SOMBSTHAY Jean-Jacques

absent - donne pouvoir à BONNARD Corinne

Pour le Collège Communautés de Communes (CC) :

KOPEC Freddy

DEGRELAND Bruno

MAINIER Gilles

GARNICHET Maryse

RICHARD Bernard

DEMANGE René

CC Monts de Gy

CC Quatre Rivières

CC Pays Riolois

CC Rahin et Chérimont

CC Pays de Lure

CC 1000 Etangs-Hte Vallée de l'Ognon

CAILLE Nicolas		CC Val de Gray
RACLOT Loïc		CC Hauts du Val de Saône
LARROQUE Didier		CC Pays de Luxeuil
BOYER Christian	présent jusqu'à 18h30	CC Pays de Villersexel
MULTON Alexandre		CC Savoir-Faire
BAGUE Jacky	absent - donne pouvoir à MULTON Alexandre	CC Combes
TRAMESEL Jean Claude		CC Haute-Comté
DELBOS Michel		CC Pays de Montbozon et du Chanois
GAUDINET Bernard		CC Triangle vert
VON FELTEN Karl		CC Terres de Saône
BALLOT Vincent	présent jusqu'à 18h20	CC Val Marnaysien
CLAUDEL Michel		CC Pays d'Héricourt

Le Comité syndical HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

Le quorum étant constaté,

Vu la Loi n° 83-634 du 13.07.83 modifiée par la Loi n° 87-529 du 13.07.87 portant Droits et Obligations des Fonctionnaires,

Vu la Loi n° 84-53 du 26.01.84 modifiée par la Loi n° 87-529 du 13.07.87 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le Décret n° 2010-534 du 20 mai 2010, relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale, notamment son article 11 relatif aux modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par un agent bénéficiaire d'un compte épargne-temps à la date à laquelle cet agent change, par la voie d'une mutation ou d'un détachement, de collectivité ou d'établissement.

Vu le Décret n° 2020-523 du 04.05.2020 – chapitre 1^{er}, relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail en faveur des agents publics en situation de handicap,

Considérant la mutation d'agent entre collectivités,

Une convention qui précise les conditions de mutation et transfert du personnel est proposée concernant :

- Le compte épargne temps (CET) dont la compensation financière est calculée ainsi :

Nombre de jours du CET x coût net journalier

Catégories	A	B	C
Montants bruts	135,00 €	90,00 €	75,00 €
Assiette de prélèvements (98,25 % des montants bruts)	132.64 €	88.43 €	73.69 €
CSG : 7,5 % de l'assiette	12.20 €	8.14 €	6.78 €
CRDS : 0,5 % de l'assiette	0,66 €	0,44 €	0,37 €
Montants nets	122.13 €	81.42 €	67.85 €

- Les équipements dans le cadre de la portabilité demandée par l'agent, pour le coût resté à charge de la collectivité d'origine.

DECIDE, APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE, A L'UNANIMITE, selon le détail ci-après

Nombre d'inscrits : 38
Nombre de présents : 34
Nombre de votants : 34 + 3 pouvoirs
Suffrages exprimés pour : 37
Suffrages exprimés contre : 0
Bulletins blancs : 0

- **DE VALIDER** la convention de transfert prise dans le cadre de mutation entre collectivités.
- **D'AUTORISER** le Président à signer la convention, et tout document se rapportant à ce dossier.

Fait et délibéré à VESOUL, le 30 novembre 2020,

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président du Syndicat mixte
HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

Yves KRATTINGER

Acte certifié exécutoire :

- réception en Préfecture le.....
- affichage le.....
- publication le

RÉPUBLIQUE FRANCAISE - DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE

**Délibération du Comité syndical n° CS2020-11-30-08 du 30 novembre 2020
acceptant le fonds de concours du Département**

Par suite d'une convocation en date du 13 novembre, l'an deux mille vingt le trente novembre à seize heures trente, les membres du comité du syndicat HAUTE-SAONE NUMERIQUE se sont réunis à l'Hôtel du Département, Espace Cassin, sous la présidence de Yves KRATTINGER.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 36 jusqu'à 17h30

Nombre de membres présents : 35 jusqu'à 18h20

Nombre de membres présents : 34 jusqu'à 18h30

Nombre de membres présents : 33 jusqu'à la fin

Absents ayant donné procuration : 2 jusqu'à 17h30

Absents ayant donné procuration : 3 jusqu'à la fin

Absents excusés : 0 jusqu'à 18h20

Absents : 0

Absents excusés : 1 jusqu'à 18h30

Absents excusés : 2 jusqu'à la fin

Pour le Collège Département :

KRATTINGER Yves

ARNOULD Isabelle

présente jusqu'à 17h30 puis supplée par RIGOLOT Christelle

BATHELOT Nadine

BLINETTE Alain

BONNARD Corinne

BURGHARD Frédéric

présent jusqu'à 17h30 puis donne pouvoir à BLINETTE Alain

BURKHALTER Fernand

absent - supplée par SOMBSTHAY Jean-Jacques

COUTHERUT Sylvie

DESPOULAIN Pierre

FLEUROT Sabrina

FRIQUET Carmen

GAY Jean Claude

MORLOT Robert

PELLETERET Gérard

PUBLICANI Hervé

RICHARDOT Fabienne

RIETMANN Olivier

absent - donne pouvoir à BONNARD Corinne

SEGUIN Laurent

JUIF Raoul

TOULOT Serge

Pour le Collège Communautés de Communes (CC) :

KOPEC Freddy

DEGREND Bruno

MAINIER Gilles

GARNICHET Maryse

RICHARD Bernard

DEMANGE René

CC Monts de Gy

CC Quatre Rivières

CC Pays Riolois

CC Rahin et Chérimont

CC Pays de Lure

CC 1000 Etangs-Hte Vallée de l'Ognon

CAILLE Nicolas		CC Val de Gray
RACLOT Loïc		CC Hauts du Val de Saône
LARROQUE Didier		CC Pays de Luxeuil
BOYER Christian	présent jusqu'à 18h30	CC Pays de Villersexel
MULTON Alexandre		CC Savoir-Faire
BAGUE Jacky	absent - donne pouvoir à MULTON Alexandre	CC Combes
TRAMESEL Jean Claude		CC Haute-Comté
DELBOS Michel		CC Pays de Montbozon et du Chanois
GAUDINET Bernard		CC Triangle vert
VON FELTEN Karl		CC Terres de Saône
BALLOT Vincent	présent jusqu'à 18h20	CC Val Marnaysien
CLAUDEL Michel		CC Pays d'Héricourt

Le Comité syndical HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

- Vu l'arrêté préfectoral PREF-D2-1-2013 n° 2035 du 30 décembre 2013 portant création du Syndicat Mixte Haute-Saône Numérique et notamment les articles 13 et 14 des statuts, précisant que la décision d'adhésion est prise à la majorité des trois quarts des suffrages exprimés,
- Vu l'article L.5722-11 du CGCT, notamment les nouvelles dispositions mises en œuvre par la loi Notre,
- Vu la délibération CS2018-06-27-06 portant modification de l'article 5 des statuts du syndicat,

CONSIDERANT que le quorum est atteint avec 34 membres présents,

CONSIDERANT l'exposé ci-dessous :

En application des dispositions de l'article 5 des statuts du Syndicat, modifié par Délibération du Comité syndical CS2018-06-27-06 en date du 27 juin 2018, permettant au Département d'imputer le versement annuel au Syndicat en fonctionnement ou en investissement, le Département a proposé de modifier la répartition annuelle de 2 500 000 €, correspondant à la participation du Département en tant que membre pour l'année 2020.

Le Département souhaite verser la somme de **2 000 000 €** en fonds de concours pour participer au financement des investissements réalisés par le SMHSN sur l'ensemble du département relatif aux travaux FttH dans le département, et le solde, soit **500 000 €** en participation de fonctionnement.

DECIDE, APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE, A L'UNANIMITE, selon le détail ci-après

Nombre d'inscrits : 38
Nombre de présents : 34
Nombre de votants : 34 + 3 pouvoirs
Suffrages exprimés pour : 37
Suffrages exprimés contre : 0
Bulletins blancs : 0

- **D'ACCEPTER** le Fonds de concours attribué par le Département pour un montant de 2 000 000 € en 2020 correspondant à une partie des paiements relatifs à la desserte et à la collecte des Points de Raccordement Mutualisés,
- **D'AUTORISER** le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré à VESOUL, le 30 novembre 2020,

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président du Syndicat mixte
HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

Yves KRATTINGER



Acte certifié exécutoire :

- réception en Préfecture le.....
- affichage le.....
- publication le

RÉPUBLIQUE FRANCAISE - DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE

**Délibération du Comité syndical n° CS2020-11-30-09 du 30 novembre 2020
Elargissant le bénéfice du RIFSEEP à de nouveaux cadres d'emploi**

Par suite d'une convocation en date du 13 novembre, l'an deux mille vingt le trente novembre à seize heures trente, les membres du comité du syndicat HAUTE-SAONE NUMERIQUE se sont réunis à l'Hôtel du Département, Espace Cassin, sous la présidence de Yves KRATTINGER.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 36 jusqu'à 17h30

Nombre de membres présents : 35 jusqu'à 18h20

Nombre de membres présents : 34 jusqu'à 18h30

Nombre de membres présents : 33 jusqu'à la fin

Absents ayant donné procuration : 2 jusqu'à 17h30

Absents ayant donné procuration : 3 jusqu'à la fin

Absents excusés : 0 jusqu'à 18h20

Absents excusés : 1 jusqu'à 18h30

Absents excusés : 2 jusqu'à la fin

Absents : 0

Pour le Collège Département :

KRATTINGER Yves

ARNOULD Isabelle

BATHELOT Nadine

BLINETTE Alain

BONNARD Corinne

BURGHARD Frédéric

BURKHALTER Fernand

COUTHERUT Sylvie

DESPOULAIN Pierre

FLEUROT Sabrina

FRIQUET Carmen

GAY Jean Claude

MORLOT Robert

PELLETERET Gérard

PUBLICANI Hervé

RICHARDOT Fabienne

RIETMANN Olivier

SEGUIN Laurent

JUIF Raoul

TOULOT Serge

présente jusqu'à 17h30 puis suppléé par RIGOLOT Christelle

présent jusqu'à 17h30 puis donne pouvoir à BLINETTE Alain

absent - suppléé par SOMBSTHAY Jean-Jacques

absent - donne pouvoir à BONNARD Corinne

Pour le Collège Communautés de Communes (CC) :

KOPEC Freddy

DEGRELAND Bruno

MAINIER Gilles

GARNICHET Maryse

RICHARD Bernard

DEMANGE René

CC Monts de Gy

CC Quatre Rivières

CC Pays Riols

CC Rahin et Chérimont

CC Pays de Lure

CC 1000 Etangs-Hte Vallée de l'Ognon

CAILLE Nicolas		CC Val de Gray
RACLOT Loïc		CC Hauts du Val de Saône
LARROQUE Didier		CC Pays de Luxeuil
BOYER Christian	présent jusqu'à 18h30	CC Pays de Villersexel
MULTON Alexandre		CC Savoir-Faire
BAGUE Jacky	absent - donne pouvoir à MULTON Alexandre	CC Combes
TRAMESEL Jean Claude		CC Haute-Comté
DELBOS Michel		CC Pays de Montbozon et du Chanois
GAUDINET Bernard		CC Triangle vert
VON FELTEN Karl		CC Terres de Saône
BALLOT Vincent	présent jusqu'à 18h20	CC Val Marnaysien
CLAUDEL Michel		CC Pays d'Héricourt

Le Comité syndical HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

- Vu** les articles L 5721-1 à 9 et L 5722-1 à 10 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu** les statuts spécifiés dans l'arrêté préfectoral PREF-D2-1-2013 n° 2035 du 30 décembre 2013 portant création du Syndicat Mixte Haute-Saône Numérique et notamment son article 17 ;
- Vu** la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- Vu** le décret N° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat,
- Vu** le décret N° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,
- Vu** le décret N° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret N° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- Vu** Le décret 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale qui établit des équivalences avec la fonction publique de l'état des différents cadres d'emplois de la fonction publique territoriale.
- Vu** la circulaire du 5 décembre 2014 du Ministère de la décentralisation et de la fonction publique et du Ministère des finances et des comptes publics, relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,
- Vu** l'arrêté du 26 décembre 2017 portant application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence provisoire pour les ingénieurs territoriaux.
- Vu** l'arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application du décret n° 2014-513 au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur dont le régime indemnitaire est pris en référence provisoire pour les techniciens territoriaux.
- Vu** la saisine du comité technique paritaire du Centre de Gestion,

CONSIDERANT que le quorum est atteint avec 34 membres présents,

CONSIDERANT l'exposé ci-dessous :

La délibération CS2019-02-06-12B en date du 24 janvier 2019 de la présente assemblée a mis en œuvre, à compter du 1^{er} mars 2019, le RIFSEEP composé de deux parts, à savoir une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) et un complément indemnitaire annuel (CIA) pour le bénéfice des agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, relevant des cadres d'emplois suivants :

- Les attachés, rédacteurs, adjoints administratifs et adjoints techniques,

Le décret 2020-182 du 27 février 2020, relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale, permet de rendre éligible au RIFSEEP les cadres d'emplois suivants :

- o Les ingénieurs territoriaux,
- o Les techniciens,

Il est donc proposé à l'assemblée d'élargir, à compter du 01 décembre 2020, aux cadres d'emplois énumérés ci-dessus le bénéfice du RIFSEEP au sein du Syndicat Haute-Saône Numérique.

Ainsi, les agents relevant de ces cadres d'emplois bénéficieront du RIFSEEP dans les mêmes conditions que leurs collègues en application de la délibération du Comité Syndical en date du 24 janvier 2019 précitée.

<u>RIFSEEP institué pour les personnels des cadres d'emploi A techniques</u>

La collectivité a engagé une réflexion visant à établir pour les **cadres d'emploi A techniques** le régime indemnitaire des agents dans les conditions prévues par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 (article 88) et son décret d'application.

Les objectifs fixés sont les suivants :

- *Prendre en compte la **place de chaque poste dans l'organigramme et reconnaître les spécificités de certains postes,***
- ***Susciter l'engagement des collaborateurs,***
- ***Garantir à chaque agent le maintien des montants alloués antérieurement.***

En conséquence, il est proposé au Comité syndical d'adopter les règles de fonctionnement suivantes pour les agents rémunérés directement par le Syndicat dans le cadre d'emploi A technique :

CHAPITRE I - MISE EN PLACE DE L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (I.F.S.E.)

I – Le Principe

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Cette indemnité est liée **au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.**

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- **Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception :**

Ce critère, explicite, fait référence à des responsabilités plus ou moins lourdes en matière d'encadrement ou de coordination d'une équipe, d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques ou bien encore de conduite de projets (management stratégique, transversalité, pilotage arbitrage interface avec les élus)

- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :
Il s'agit là de valoriser l'acquisition et la mobilisation de compétences plus ou moins complexes dans le domaine fonctionnel de référence de l'agent (connaissance multi domaines, RH, Budget finances, Marchés publics, connaissance en matière de mise en œuvre de projets)
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :
Disponibilité, polyvalence

II – Les Bénéficiaires

Il est proposé au Comité syndical, d'instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) aux agents titulaires, stagiaires et contractuels de droits publics à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Les cadres d'emplois concernés par cette délibération pour le syndicat sont les suivants : ingénieurs territoriaux.

Le régime mis en place s'appliquera également aux contractuels de droit public recrutés sur un emploi du cadre d'emploi d'ingénieur.

III - La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part de l'IFSE correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Les emplois sont classés en groupe de fonctions selon les critères suivants :

- Responsabilité d'encadrement direct,
- Niveau d'encadrement dans la hiérarchie,
- Connaissances particulières liées aux fonctions (niveau expert, intermédiaire)
- Niveau de qualification requis,
- Difficulté du poste,
- Ampleur du champ d'action,

Il est recommandé de prévoir au plus 4 groupes de fonction pour la catégorie A.

Pour la catégorie A :

Groupes de fonctions		Montant annuel maxi fixé par la collectivité	Plafonds annuels réglementaires à ne pas dépasser
G 1	Direction Générale des services	36 210 €	36 210 €
G 2	Direction / Responsable d'un ou plusieurs services	32 130 €	32 130 €
G 3	Adjoint responsable de service / expertise / fonction de coordination ou de pilotage	25 500 €	25 500 €

Montant minimal annuel par grade :

- Directeur et emplois fonctionnels : 2 900 €
- Ingénieur territorial principal : 2 500 €
- Ingénieur territorial : 1 750 €

Les montants annuels de référence de l'IFSE tels que définis par l'organe délibérant sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents occupés sur un emploi à temps non complet. Par ailleurs, pour les agents à temps partiel ces montants sont réduits dans les mêmes conditions que le traitement.

IV – Le réexamen du montant de l'IFSE

L'IFSE pourra être modulée en fonction de l'expérience professionnelle et il est proposé de retenir les critères suivants :

- la capacité à exploiter l'expérience acquise, quelle que soit l'ancienneté de l'agent :
 - o mobilisation des compétences,
 - o force de propositions / de solutions.
- la connaissance de l'environnement professionnel :
 - o suivi des évolutions réglementaires liées à l'activité du Syndicat
 - o investissement et diversité des tâches accomplies.
- l'approfondissement des savoirs et la montée en compétences :
 - o nombre d'années passées sur le poste,
 - o participation volontaire à des formations liées au poste.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- au moins tous les 3 ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

Ce réexamen pourra donner lieu à une réévaluation du montant annuel de l'IFSE, dans la limite de l'enveloppe indemnitaire découlant des montants maxima définis au point III. de la présente délibération

V – Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE

Conformément au décret N° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

En cas de congé de maladie ordinaire, pour accident de service, de maladie professionnelle : l'IFSE suivra le sort du traitement.

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.

En cas de congé longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l'IFSE est suspendu. Néanmoins lorsque le fonctionnaire est placé rétroactivement en congé de longue maladie, grave maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée durant l'un des congés ouvrant droit au maintien, il conserve le bénéfice des primes et indemnités qui avaient été maintenues durant ce congé initial.

VI – Périodicité de versement de l'IFSE

Elle sera versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

VII – Clause de revalorisation

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

CHAPITRE II – DETERMINATION DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE LIE A L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL ET A LA MANIERE DE SERVIR (C.I.A.)

I. Le principe :

Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

II. Les bénéficiaires :

Il est proposé au Comité syndical, d'instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat le Complément Indemnitaire annuel (C.I.A.) aux agents titulaires, stagiaires et contractuels de droits publics à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Les cadres d'emplois concernés par cette délibération pour le syndicat sont les suivants : Ingénieurs territoriaux.

Le régime mis en place s'appliquera également aux contractuels de droit public recrutés sur un emploi du cadre d'emploi d'ingénieur.

III. La détermination des montants maxima de C.I.A. :

Le CIA pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement personnel de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel et pourra tenir compte de :

- La valeur professionnelle,
- L'investissement personnel dans l'exercice des fonctions,
- Le sens du service public
- La capacité à travailler en équipe et la contribution apportée au collectif de travail).

La part du CIA correspond à un montant maximum, fixé par l'organe délibérant, déterminé par groupe de fonctions et par référence au montant de l'IFSE dans la collectivité.

Les montants plafonds annuels du CIA sont fixés comme suit :

Catégorie A

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des INGENIEUR	Montant maximum annuel du C.I.A. (en €)	
Groupe de fonctions *	Montant annuel maximum de CIA retenu par l'organe délibérant (en €)	Montant susceptible d'être versé
Groupe 1	6 390	Entre 0 et 100 %
Groupe 2	5 670	Entre 0 et 100 %
Groupe 3	4 500	Entre 0 et 100 %

Les montants individuels sont fixés par l'autorité territoriale, dans la limite du montant annuel maximum retenu par l'organe délibérant. Ce montant pourra être affecté d'un coefficient de modulation, compris entre 0 et 100%, pour chacun des bénéficiaires listés ci-dessus, en fonction des critères adoptés par l'organe délibérant

Le CIA attribué individuellement sera revu annuellement à partir des résultats des entretiens d'évaluation.

IV. La périodicité de versement du complément indemnitaire annuel (C.I.A.) :

Le complément indemnitaire annuel fera l'objet d'un versement en une seule fois et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Le versement a lieu en année N, en tenant compte de l'évaluation professionnelle portant sur l'année N-1.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

V – Les modalités de maintien ou de suppression du CIA

L'impact de toute absence d'un agent sera apprécié sur l'atteinte des résultats, à l'occasion de l'entretien professionnel annuel eu égard notamment à sa durée et compte tenu de la manière de servir de l'agent. Cette appréciation détermine la modulation, entre 0 et 100%, du montant du complément indemnitaire de l'année.

CHAPITRE III – DATE D'EFFET

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du 01 décembre 2020.

<u>RIFSEEP institué pour les personnels des cadres d'emploi B techniques</u>

La collectivité a engagé une réflexion visant à établir pour les **cadres d'emploi B techniques** le régime indemnitaire des agents dans les conditions prévues par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 (article 88) et son décret d'application.

Les objectifs fixés sont les suivants :

- *Prendre en compte la **place de chaque poste dans l'organigramme et reconnaître les spécificités de certains postes,***
- ***Susciter l'engagement des collaborateurs,***
- ***Garantir à chaque agent le maintien des montants alloués antérieurement.***

En conséquence, il est proposé au Comité syndical d'adopter les règles de fonctionnement suivantes pour les agents rémunérés directement par le Syndicat dans le cadre d'emploi B techniques :

CHAPITRE I - MISE EN PLACE DE L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (I.F.S.E.)

I – Le Principe

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Cette indemnité est liée **au poste de l'agent et à son expérience professionnelle**.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception :
Ce critère, explicite, fait référence à des responsabilités plus ou moins lourdes en matière d'encadrement ou de coordination d'une équipe, d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques ou bien encore de conduite de projets (management stratégique, transversalité, pilotage arbitrage interface avec les élus)
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :
Il s'agit là de valoriser l'acquisition et la mobilisation de compétences plus ou moins complexes dans le domaine fonctionnel de référence de l'agent (connaissance multi domaines, RH, Budget finances, Marchés publics, connaissance en matière de mise en œuvre de projets)
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :
Disponibilité, polyvalence

II – Les Bénéficiaires

Il est proposé au Comité syndical, d'instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) aux agents titulaires, stagiaires et contractuels de droits publics à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Les cadres d'emplois concernés par cette délibération pour le syndicat sont les suivants : techniciens territoriaux.

Le régime mis en place s'appliquera également aux contractuels de droit public recrutés sur un emploi du cadre d'emploi de technicien.

III - La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part de l'IFSE correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Les emplois sont classés en groupe de fonctions selon les critères suivants :

- Responsabilité d'encadrement direct,
- Niveau d'encadrement dans la hiérarchie,
- Connaissances particulières liées aux fonctions (niveau expert, intermédiaire)
- Niveau de qualification requis,
- Difficulté du poste,
- Ampleur du champ d'action,

Il est recommandé de prévoir au plus 4 groupes de fonction pour la catégorie B.

Pour la catégorie B :

Groupes de fonctions		Montant annuel maxi fixé par la collectivité	Plafonds annuels réglementaires à ne pas dépasser
G 1	Direction / responsable de pôle, d'un ou plusieurs services	17 480 €	17 480 €
G 2	Adjoint au responsable / expertise / fonction de coordination ou de pilotage / chargé de mission	16 015 €	16 015 €
G 3	Encadrement de proximité, d'usagers / gestionnaire	14 650 €	14 650 €

Montant minimal annuel par grade :

- o Technicien : 1350 €
- o Technicien principal de 2^{ème} classe: 1 450 €
- o Technicien principal de 1^{ère} classe: 1 550 €

Les montants annuels de référence de l'IFSE tels que définis par l'organe délibérant sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents occupés sur un emploi à temps non complet. Par ailleurs, pour les agents à temps partiel ces montants sont réduits dans les mêmes conditions que le traitement.

IV – Le réexamen du montant de l'IFSE

L'IFSE pourra être modulée en fonction de l'expérience professionnelle et il est proposé de retenir les critères suivants :

- la capacité à exploiter l'expérience acquise, quelle que soit l'ancienneté de l'agent :
 - o mobilisation des compétences,
 - o force de propositions / de solutions.
- la connaissance de l'environnement professionnel :
 - o suivi des évolutions réglementaires liées à l'activité du Syndicat
 - o investissement et diversité des tâches accomplies.
- l'approfondissement des savoirs et la montée en compétences :
 - o nombre d'années passées sur le poste,
 - o participation volontaire à des formations liées au poste.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- au moins tous les 3 ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent

Ce réexamen pourra donner lieu à une réévaluation du montant annuel de l'IFSE, dans la limite de l'enveloppe indemnitaire découlant des montants maxima définis au point III. de la présente délibération

V – Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE

Conformément au décret N° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

En cas de congé de maladie ordinaire, pour accident de service, de maladie professionnelle : l'IFSE suivra le sort du traitement.

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.

En cas de congé longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l'IFSE est suspendu. Néanmoins lorsque le fonctionnaire est placé rétroactivement en congé de longue maladie, grave maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée durant l'un des congés ouvrant droit au maintien, il conserve le bénéfice des primes et indemnités qui avaient été maintenues durant ce congé initial.

VI – Périodicité de versement de l'IFSE

Elle sera versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

VII – Clause de revalorisation

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

CHAPITRE II – DETERMINATION DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE LIE A L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL ET A LA MANIERE DE SERVIR (C.I.A.)

I. Le principe :

Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

II. Les bénéficiaires :

Il est proposé au Comité syndical, d'instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat le Complément Indemnitaire annuel (C.I.A.) aux agents titulaires, stagiaires et contractuels de droits publics à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Les cadres d'emplois concernés par cette délibération pour le syndicat sont les suivants : Techniciens territoriaux.

Le régime mis en place s'appliquera également aux contractuels de droit public recrutés sur un emploi du cadre d'emploi de technicien.

III. La détermination des montants maxima de C.I.A. :

Le CIA pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement personnel de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel et pourra tenir compte de :

- La valeur professionnelle,
- L'investissement personnel dans l'exercice des fonctions,
- Le sens du service public
- La capacité à travailler en équipe et la contribution apportée au collectif de travail).

La part du CIA correspond à un montant maximum, fixé par l'organe délibérant, déterminé par groupe de fonctions et par référence au montant de l'IFSE dans la collectivité.

Les montants plafonds annuels du CIA sont fixés comme suit :

Catégorie B

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des TECHNICIENS	Montant maximum annuel du C.I.A. (en €)	
	Montant annuel maximum de CIA retenu par l'organe délibérant (en €)	Montant susceptible d'être versé
Groupe 1	2 380	Entre 0 et 100 %
Groupe 2	2 185	Entre 0 et 100 %
Groupe 3	1 995	Entre 0 et 100 %

Les montants individuels sont fixés par l'autorité territoriale, dans la limite du montant annuel maximum retenu par l'organe délibérant. Ce montant pourra être affecté d'un coefficient de modulation, compris entre 0 et 100%, pour chacun des bénéficiaires listés ci-dessus, en fonction des critères adoptés par l'organe délibérant

Le CIA attribué individuellement sera revu annuellement à partir des résultats des entretiens d'évaluation.

IV. La périodicité de versement du complément indemnitaire annuel (C.I.A.) :

Le complément indemnitaire annuel fera l'objet d'un versement en une seule fois et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Le versement a lieu en année N, en tenant compte de l'évaluation professionnelle portant sur l'année N-1.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

V – Les modalités de maintien ou de suppression du CIA

L'impact de toute absence d'un agent sera apprécié sur l'atteinte des résultats, à l'occasion de l'entretien professionnel annuel eu égard notamment à sa durée et compte tenu de la manière de servir de l'agent. Cette appréciation détermine la modulation, entre 0 et 100%, du montant du complément indemnitaire de l'année.

CHAPITRE III – DATE D'EFFET

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du 01 décembre 2020.

Au vu des exposés ci-dessus, le COMITE SYNDICAL

DECIDE, APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE, A L'UNANIMITE, selon le détail ci-après :

Nombre d'inscrits : 38
Nombre de présents : 34
Nombre de votants : 34 + 3 pouvoirs
Suffrages exprimés pour : 37
Suffrages exprimés contre : 0
Bulletins blancs : 0

- **D'INSTAURER** le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel versé selon les modalités définies ci-dessus pour les cadres d'emploi de **catégorie A et B techniques**, applicables au 1^{er} décembre 2020,
- **D'AUTORISER** le Président à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de l'IFSE et du CIA dans le respect des principes définis ci-dessus,
- **DE PREVOIR et D'INSCRIRE** au budget les crédits nécessaires au paiement de ces primes chaque année,
- **D'AUTORISER** le Président à signer tous les documents se rapportant à ce dossier.

Fait et délibéré à VESOUL, le 30 novembre 2020,

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président du Syndicat mixte
HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

Yves KRATTINGER

Acte certifié exécutoire :

- réception en Préfecture le.....
- affichage le.....
- publication le

RÉPUBLIQUE FRANCAISE - DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE

**Délibération du Comité syndical n° CS2020-11-30-10 du 30 novembre 2020
relative la mise à jour du catalogue de services et commercialisation des
infrastructures numériques**

Par suite d'une convocation en date du 13 novembre, l'an deux mille vingt le trente novembre à seize heures trente, les membres du comité du syndicat HAUTE-SAONE NUMERIQUE se sont réunis à l'Hôtel du Département, Espace Cassin, sous la présidence de Yves KRATTINGER.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 36 jusqu'à 17h30

Nombre de membres présents : 35 jusqu'à 18h20

Nombre de membres présents : 34 jusqu'à 18h30

Nombre de membres présents : 33 jusqu'à la fin

Absents ayant donné procuration : 2 jusqu'à 17h30

Absents ayant donné procuration : 3 jusqu'à la fin

Absents excusés : 0 jusqu'à 18h20

Absents : 0

Absents excusés : 1 jusqu'à 18h30

Absents excusés : 2 jusqu'à la fin

Pour le Collège Département :

KRATTINGER Yves

ARNOULD Isabelle

BATHELOT Nadine

BLINETTE Alain

BONNARD Corinne

BURGHARD Frédéric

BURKHALTER Fernand

COUTHERUT Sylvie

DESPOULAIN Pierre

FLEUROT Sabrina

FRIQUET Carmen

GAY Jean Claude

MORLOT Robert

PELLETERET Gérard

PUBLICANI Hervé

RICHARDOT Fabienne

RIETMANN Olivier

SEGUIN Laurent

JUIF Raoul

TOULOT Serge

présente jusqu'à 17h30 puis suppléé par RIGOLOT Christelle

présent jusqu'à 17h30 puis donne pouvoir à BLINETTE Alain

absent - suppléé par SOMBSTHAY Jean-Jacques

absent - donne pouvoir à BONNARD Corinne

Pour le Collège Communautés de Communes (CC) :

KOPEC Freddy

DEGRELAND Bruno

MAINIER Gilles

GARNICHET Maryse

RICHARD Bernard

DEMANGE René

CC Monts de Gy

CC Quatre Rivières

CC Pays Riolois

CC Rahin et Chérinmont

CC Pays de Lure

CC 1000 Etangs-Hte Vallée de l'Ognon

CAILLE Nicolas		CC Val de Gray
RACLOT Loïc		CC Hauts du Val de Saône
LARROQUE Didier		CC Pays de Luxeuil
BOYER Christian	présent jusqu'à 18h30	CC Pays de Villersexel
MULTON Alexandre		CC Savoir-Faire
BAGUE Jacky	absent - donne pouvoir à MULTON Alexandre	CC Combes
TRAMESEL Jean Claude		CC Haute-Comté
DELBOS Michel		CC Pays de Montbozon et du Chanois
GAUDINET Bernard		CC Triangle vert
VON FELTEN Karl		CC Terres de Saône
BALLOT Vincent	présent jusqu'à 18h20	CC Val Marnaysien
CLAUDEL Michel		CC Pays d'Héricourt

Le Comité syndical HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

- Vu** les articles L 5721-1\L 5721-7 et L 5722-1 à L 5722-8 du code général des collectivités territoriales,
- Vu** l'arrêté préfectoral PREF-D2-1-2013 n° 2035 du 30 décembre 2013 portant création du Syndicat Mixte Haute-Saône Numérique,
- Vu** l'article L 1425-1 du code général des collectivités territoriales permettant aux collectivités d'établir et d'exploiter un réseau d'infrastructures passives de communications électroniques,
- Vu** la dernière délibération CS2019-12-16-10 portant approbation du catalogue de services et de commercialisation des infrastructures,
- Vu** l'avis du Conseil d'Exploitation du 26 novembre 2020,

CONSIDERANT que le quorum est atteint avec 33 membres présents,

CONSIDERANT l'exposé ci-dessous :

L'article L 1425-1 du code général des collectivités territoriales permet aux collectivités d'établir et d'exploiter un réseau d'infrastructures passives de communications électroniques.

Dans son rôle d'aménageur numérique du territoire, HSN peut, de manière neutre, ouverte et mutualisée, mettre ses fibres optiques **noires ou activées** à disposition des opérateurs de télécommunications afin de leur permettre de mieux répondre aux demandes de raccordement très haut débit de leurs abonnés. Plusieurs opérateurs souhaitent pouvoir louer nos infrastructures afin d'apporter des services aux futurs abonnés.

Un premier catalogue de services a été validé par le Comité syndical en date du 19 février 2014 puis amendé en date du 14 décembre 2015, du 20 juin du 9 novembre 2016, du 16 février 2017, du 14 décembre 2017, du 27 juin 2018, du 26 juin 2019 et du 12 décembre 2019.

Dans le cadre de la commercialisation effective des prises FttH, en relation avec l'exploitant Axione, il est nécessaire de mettre à jour le catalogue de services HSN sur les aspects FttH et FttE. En effet, la version actuelle, n'est plus à jour au regard des tarifs et des process mis en place par Axione au niveau national avec l'ensemble des opérateurs commerciaux.

Ainsi, cette nouvelle version assure une meilleure mise en cohérence des prestations avec les besoins des opérateurs commerciaux, tout en respectant les lignes directrices de l'Arcep sur la tarification des RIP.

Par ailleurs, ce catalogue prévoit des améliorations en faveur de la Collectivité et de son projet :

- Ajout d'un délai de 5 ans pour réclamation par Axione des sommes dues par les Opérateurs Commerciaux (OC) ;
- Augmentation du tarif d'achat en cofinancement d'une prise FttH passant de 560€ à 568,45 € HT par prise
- La durée d'usage consentie au titre des cofinancements permettant aux opérateurs d'acheter des tranches de 5% du parc de prises FttH, plutôt que de les louer individuellement, passe de 60 ans à 40 ans ; ce qui est plus avantageux pour le Syndicat ;
- Ajout du raccordement de site mobile ;
- Ajout de l'enfouissement dans les travaux de remplacement et dépose refacturables aux Opérateurs Commerciaux (OC) cofinanceurs du RIP
- Création de prestation de remplacement de Prise terminale Optique (PTO) uniquement en cas de défaillance exclusive de celle-ci chez le client final ;
- Augmentation de l'abonnement, passant de 18,30 € à 18,57 € HT sur le FttH activé

Dans le cadre de la commercialisation du FttO, il convient également de mettre à jour le catalogue :

- pour proposer le lien vers la Haute-Marne car les travaux de génie civil et de fibre ont été réalisés ;
- pour lister toutes les ZA qui sont maintenant équipées de fibres optiques : 5 nouvelles ZA sont ouvertes à la commercialisation FttO (marquées d'un astérisque dans le tableau ci-après). Cela porte le total à 14 ZA :

ZA Mères (activées)	ZA filles (passives et raccordées à sa ZA mère)
ZA Arelis Le Bouquet à Saint-Sauveur	ZA Corbenay
ZA Arelis Gray-Sud	ZA Champlitte*
ZA Arelis de Gy	
ZA Arelis de Rioz	ZA Voray-sur-l'Ognon
ZA Arelis La Saline à Lure	ZA Champagny ZA Villersexel
ZA Arelis Dampierre-sur-Salon*	
ZA Arelis Marnay*	ZA Pesmes*
ZA de Jussey*	

DECIDE, APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE, A L'UNANIMITE, selon le détail ci-après

Nombre d'inscrits : 38
 Nombre de présents : 33
 Nombre de votants : 33 + 3 pouvoirs
 Suffrages exprimés pour : 36
 Suffrages exprimés contre : 0
 Bulletins blancs : 0

Accusé de réception en préfecture
 070-200044527-20201202-CS2020-11-30-10-DE
 Date de télétransmission : 02/12/2020
 Date de réception préfecture : 02/12/2020

- **D'ADOPTER** les modifications apportées au catalogue de services qui pourra être modifié à la marge, et qui entrera en vigueur dès que la délibération y afférent est exécutoire.
- **D'AUTORISER** le Président à entreprendre les démarches, et signer tous les documents s'y rapportant.

Fait et délibéré à VESOUL, le 30 novembre 2020,

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président du Syndicat mixte
HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

Yves KRATTINGER



Acte certifié exécutoire :

- réception en Préfecture le.....
- affichage le.....
- publication le

RÉPUBLIQUE FRANCAISE - DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE

**Délibération du Comité syndical n° CS2020-11-30-11 du 30 novembre 2020
portant avenant à la convention Région – prolongement du financement**

Par suite d'une convocation en date du 13 novembre, l'an deux mille vingt le trente novembre à seize heures trente, les membres du comité du syndicat HAUTE-SAONE NUMERIQUE se sont réunis à l'Hôtel du Département, Espace Cassin, sous la présidence de Yves KRATTINGER.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 36 jusqu'à 17h30

Nombre de membres présents : 35 jusqu'à 18h20

Nombre de membres présents : 34 jusqu'à 18h30

Nombre de membres présents : 33 jusqu'à la fin

Absents ayant donné procuration : 2 jusqu'à 17h30

Absents ayant donné procuration : 3 jusqu'à la fin

Absents excusés : 0 jusqu'à 18h20

Absents : 0

Absents excusés : 1 jusqu'à 18h30

Absents excusés : 2 jusqu'à la fin

Pour le Collège Département :

KRATTINGER Yves

ARNOULD Isabelle

présente jusqu'à 17h30 puis supplée par RIGOLOT Christelle

BATHELOT Nadine

BLINETTE Alain

BONNARD Corinne

BURGHARD Frédéric

présent jusqu'à 17h30 puis donne pouvoir à BLINETTE Alain

BURKHALTER Fernand

absent - supplée par SOMBSTHAY Jean-Jacques

COUTHERUT Sylvie

DESPOULAIN Pierre

FLEUROT Sabrina

FRIQUET Carmen

GAY Jean Claude

MORLOT Robert

PELLETERET Gérard

PUBLICANI Hervé

RICHARDOT Fabienne

RIETMANN Olivier

absent - donne pouvoir à BONNARD Corinne

SEGUIN Laurent

JUIF Raoul

TOULOT Serge

Pour le Collège Communautés de Communes (CC) :

KOPEC Freddy

DEGRENAND Bruno

MAINIER Gilles

GARNICHET Maryse

RICHARD Bernard

DEMANGE René

CC Monts de Gy

CC Quatre Rivières

CC Pays Riolois

CC Rahin et Chérimont

CC Pays de Lure

CC 1000 Etangs-Hte Vallée de l'Ognon

CAILLE Nicolas		CC Val de Gray
RACLOT Loïc		CC Hauts du Val de Saône
LARROQUE Didier		CC Pays de Luxeuil
BOYER Christian	présent jusqu'à 18h30	CC Pays de Villersexel
MULTON Alexandre		CC Savoir-Faire
BAGUE Jacky	absent - donne pouvoir à MULTON Alexandre	CC Combes
TRAMESEL Jean Claude		CC Haute-Comté
DELBOS Michel		CC Pays de Montbozon et du Chanois
GAUDINET Bernard		CC Triangle vert
VON FELTEN Karl		CC Terres de Saône
BALLOT Vincent	présent jusqu'à 18h20	CC Val Marnaysien
CLAUDEL Michel		CC Pays d'Héricourt

Le Comité syndical HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

- Vu** l'arrêté préfectoral PREF-D2-1-2013 n° 2035 du 30 décembre 2013 portant création du Syndicat Mixte Haute-Saône Numérique,
- Vu** le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) validé en Novembre 2011 par le Conseil général,
- Vu** le dossier déposé en juin 2013 par le Conseil général en réponse à l'appel à projets dans le cadre des « Investissements d'Avenir », du plan « France Très Haut Débit » et du « Fonds national pour la Société Numérique »
- Vu** la convention n°2014C-19508 du 08/12/2014
- Vu** l'avenant n°2016Y-08811 à la convention n°2014C-19508 du 08/12/2016
- Vu** l'avenant n°2 à la convention n°2014C-19508 du 05/12/2017

CONSIDERANT que le quorum est atteint avec 33 membres titulaires présents,

CONSIDERANT l'exposé ci-dessous :

La Région souhaite prendre en compte l'impact de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19, en prorogeant jusqu'au 31 décembre 2021 les subventions attribuées aux Départements et Syndicats mixtes pour leurs programmes de déploiement du Très haut débit.

Monsieur le Président propose de modifier les articles suivants :

- article 2 « Aide régionale »**
pour le premier paragraphe : « La Région attribue au bénéficiaire, une subvention initiale d'un montant maximum de 15 921 450 € (quinze millions neuf cent vingt-et-un mille quatre cent cinquante euros) à laquelle s'ajoutera, au titre du financement complémentaire THD exceptionnel, le versement d'une subvention d'un montant maximum de 4 500 000 € (quatre millions cinq cents mille euros) pour l'action décrite à l'article 1^{er} de ladite convention. Le financement initial de 15 921 450 € correspond à la création de 46 629 prises FTTH pour un coût estimé à 83 116 000 € HT et le financement complémentaire de 4 500 000 € correspond à un objectif annoncé de 46 600 prises optiques réalisées à fin **2021**.

- article 4.1 « Modalités de versement de la partie « droit commun » de la subvention initiale »
Les 2^{ème} et 3^{ème} points de cet article sont modifiés comme suit :
« - des acomptes annuels seront versés sur justificatifs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération. Ils sont calculés au prorata des dépenses justifiées. En cas de versement d'une avance, le premier acompte ne peut être versé que si sont justifiées les dépenses afférentes à l'avance et à l'acompte. Les demandes d'acompte annuelles devront être présentées au cours du mois d'avril des années 2017 à **2021** ;
• le solde de la subvention sera versé sur la base d'une demande présentée au plus tard le 30 juin **2022**. »
- article 4.2 « Modalités de versement de la partie « bonus » de la subvention initiale »
Les 2^{ème} et 3^{ème} points de cet article sont modifiés comme suit :
« - des acomptes annuels seront versés sur justificatifs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération. Ils sont calculés au prorata des prises FTTH raccordables mises en place par le bénéficiaire. En cas de versement d'une avance, le premier acompte ne peut être versé que si est justifié un nombre de prises FTTH suffisant pour dépasser le montant de l'avance. Les demandes d'acompte annuelles devront être présentées au cours du mois d'avril des années 2017 à **2021** ;
• le solde de la subvention sera versé sur la base d'une demande présentée au plus tard le 30 juin **2022**. »
- article 4.3 « Modalités de versement du financement complémentaire THD »
 - le 2^{ème} tiret de cet article est modifié comme suit :
« - un acompte pourra être versé sur la base d'une demande présentée au cours du mois d'avril 2021, accompagnée d'une attestation indiquant le nombre de prises optiques réalisées (total des prises raccordées, raccordables, raccordables dès autorisation et raccordables sur demande) ; le montant de l'acompte sera calculé au prorata de ce nombre de prises optiques, »
 - un 3^{ème} tiret est ajouté comme suit :
« - le solde sera versé sur la base d'une demande présentée au plus tard le 30 juin 2022 accompagnée d'une attestation indiquant le nombre de prises optiques réalisées (total des prises raccordées, raccordables, raccordables dès autorisation et raccordables sur demande) au 31 décembre 2021 ; le montant du solde sera calculé au prorata de ce nombre de prises optiques. »
- article 6.2 « Délai d'exécution »
en première phrase de cet article :
« L'action telle que définie à l'article 1 devra être effectivement réalisée avant le 31 décembre **2021**. »

DECIDE, APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE, A L'UNANIMITE, selon le détail ci-après

Nombre d'inscrits : 38
 Nombre de présents : 33
 Nombre de votants : 33 + 3 pouvoirs
 Suffrages exprimés pour : 36
 Suffrages exprimés contre : 0
 Bulletins blancs : 0

➤ **D'CCEPTER** les modifications des articles selon détail ci-dessus

➤ **DE CONSERVER** les autres termes de la convention

Fait et délibéré à VESOUL, le 30 novembre 2020,

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président du Syndicat mixte
HAUTE-SAONE NUMERIQUE,

Yves KRATTINGER



Acte certifié exécutoire :

- réception en Préfecture le.....
- affichage le.....
- publication le.....